



Assez d'inflation !

IMPOSONS L'AUGMENTATION GÉNÉRALE DES SALAIRES

Le projet de budget du gouvernement est discuté à l'Assemblée cette semaine. Il prévoit la fin des boucliers énergie. Les prix ont-ils baissé ? Pas du tout ! Les prix des biens de première nécessité n'arrêtent pas de monter : alimentaire, essence et énergie ont augmenté de 20 à 30 % en un an. Remplir le frigo, faire le plein de sa voiture, tout cela devient un luxe ! Et comme c'est difficile de vivre sans manger, d'aller au travail sans se déplacer, pour tous les travailleurs dont les salaires quasi gelés fondent à vue d'œil face à l'inflation, le gouvernement a une réponse simple : continuez à vous crever au boulot.

Coups et propagande contre les travailleurs

Alors que 58 % des salariés ne se mettent pas en arrêt quand il le faudrait, le gouvernement déclare la guerre aux « arrêts de travail injustifiés ». Mais ce sont les conditions de travail et de vie, qui empirent à vue d'œil, qui sont responsables des arrêts de travail !

Le patronat n'arriverait pas à trouver de main-d'œuvre parce que les salaires et les cadences inhumaines qu'il exige font hésiter les demandeurs d'emploi ? Alors on déclare la guerre aux aides sociales : avec la réforme de l'assurance chômage qui s'annonce, de nouvelles conditions seront exigées aux allocataires du RSA, notamment 15 heures hebdomadaires de travail gratuit.

Le gouvernement fait donc la guerre à la paresse supposée de la classe ouvrière ! La fainéantise des ultra-riches, c'est du PIB, car le PIB, c'est le travail des autres : 80 milliards d'euros de profits enregistrés par le CAC 40 pour les six premiers mois de 2023. Les profits des grands groupes, les dividendes des actionnaires, on n'y touche pas.

C'est pourtant en montant leurs marges et donc les prix que les patrons engrangent leurs milliards sur le dos des salariés. Ça se voit. Mais, en attaquant fort, en culpabilisant les travailleurs, le gouvernement

espère que ne viendra à personne l'idée de réclamer. Un bluff risqué pour eux.

La lutte est à l'ordre du jour

L'inflation est mondiale. Le patronat aussi. Ce n'est pas une situation « franco-française ». Aux États-Unis, la grève des ouvriers de l'automobile se poursuit : tenace et explosif, leur combat a forcé les politiciens en campagne Trump et Biden à se rendre sur les piquets. Ces politiciens bourgeois prennent la température, car l'exemple de la grève pourrait parler à tous les travailleurs de là-bas.

Mais pour nous aussi, ici en France, c'est un exemple. Dans le monde du travail tout entier, c'est la grève qui nous donnerait la force de répondre aux attaques. Les discussions feutrées entre gouvernement et directions syndicales durant une conférence sociale prévue pour octobre ne résoudront rien. On y posera la question des salaires en la dispersant branche par branche et en discutant pourcentages à un chiffre, car ce sont les limites du « raisonnable ». Oui, c'est toujours ceux qui ont le frigo plein qui sont raisonnables. Si nous voulons gagner, il faut jouer à domicile : dans la rue et sur les lieux de travail. Ce qui est raisonnable, c'est vouloir vivre et non survivre.

Les directions syndicales appellent à une journée de mobilisation le 13 octobre, pour les salaires. C'est plus que nécessaire. Ce sera une occasion d'imposer notre présence et nos revendications :

- **400 à 500 euros d'augmentation de salaire pour toutes et tous ;**
- **pas un salaire, pension de retraite ou allocation au-dessous de 2 000 euros net ;**
- **lorsque les prix augmentent, les salaires et pensions doivent automatiquement suivre.**

Soyons nombreux en grève et en manifestation ce jour-là. Que la conférence sociale commence un peu plus tôt que prévu... avec quelques millions d'invités-surprise !

Pour un salaire à La Poste t'as plus rien

Si l'on déduit le remboursement du Navigo, les paniers-repas, l'indemnité de résidence et les quelques primes qui nous sont versées, on se rend compte que notre salaire survole à peine le Smic, même après 30 ans de boîte.

Pas étonnant que nous ne puissions plus nous en sortir avec les loyers en hausse, le caddie qui explose et les vacances dont il faut se priver pour arriver à vivre le reste de l'année.

Autant de raisons d'être tous en grève vendredi 13 octobre pour des hausses de salaires et exiger au moins 2 000 euros nets par mois.

Risque de collision... avec la direction

Les collègues du 12^e sont censés arriver le 16 octobre et tout le monde se demande comment nous allons pouvoir circuler et travailler entassés comme des sardines au plateau 11. Tout ce qui intéresse La Poste est que ça lui rapporte gros en louant ou vendant le site du 12^e. Si elle attend qu'on se bouscule, il se pourrait que ce soit nous qui bousculions ensemble la direction !

Une organisation peu recommandable

À la cabine du 20^e, nous avons eu la visite des collègues du 12^e. Nous nous sommes demandé comment nous allons être casés dans cet espace.

Quant aux préparateurs du 12^e, ils devront monter un étage pour chercher les recommandés ! La direction joue à Tetris avec nos positions de travail parce que, pour elle, l'espace c'est de l'argent !

Vol à la tire

Cet été, la direction a demandé aux collègues qui viennent en voiture de dégager le plancher du garage. Comme c'est impossible pour certains d'entre nous de venir autrement, elle a loué un second garage à l'écart. Mais voilà qu'elle demande 90 euros par mois à ceux qui arrivent après 5 heures. Comme si nous avions le luxe de payer pour aller au travail !

Ras les pécrasses

Les facteurs vont devoir distribuer dans toutes les boîtes la publicité de Valérie Pécrasse. Après les 16 emplois supprimés et le renvoi d'intérimaires, la direction veut nous blinder encore plus ?

On ne va pas se fouler pour toute cette paperasse.

Aux États-Unis, chasse aux sans-abris

Une coalition allant du gouverneur démocrate de Californie à des sénateurs conservateurs d'Arizona a demandé la remise en cause d'une décision de justice qui interdisait aux autorités de chasser les sans-abris lorsqu'aucune proposition de relogement ne leur était

faite. Le pays le plus riche du monde est déjà incapable de proposer autre chose qu'un petit bout de bitume où planter sa tente aux pauvres, et pour certain c'est encore trop. Ils seraient 170 000 dans cette situation en Californie, l'État le plus riche où, donc, l'immobilier est le plus cher.

« À Versailles, ça coule à flots, à Mayotte, on manque d'eau »

C'est ce qu'a écrit une des manifestantes mercredi 27 septembre contre la pénurie d'eau qui frappe l'île de l'océan Indien. Les Mahorais qui protestent à l'appel de « Mayotte a soif » sont conscients que le problème n'est pas seulement un déficit de précipitation.

Leur manifestation s'est acheminée vers la Mahoraise des eaux qui relève du groupe Vinci. L'usine de dessalement qu'elle gère ne produit qu'un tiers des volumes promis lors de sa construction en 2018, et un tiers de l'eau du réseau d'eau théoriquement potable est perdu par les fuites.

Fermetures de services d'urgence : les mobilisations se multiplient

Ils étaient 1 500 manifestants à Feurs, au printemps. 6 000 à Langres, fin septembre. Et samedi dernier, 30 septembre, ce sont près de 1 000 personnes qui sont montées à la préfecture à Quimper pour s'opposer à la fermeture nocturne des urgences de Carhaix. Une politique d'austérité, menée partout en France, aux conséquences dramatiques.

À Carhaix, une personne âgée et une petite fille de six mois sont décédées en septembre, faute d'avoir été prises en charge à temps. À la manifestation samedi, seule réponse du gouvernement : des gaz lacrymogènes.

Contre cette casse de l'hôpital, la mobilisation des habitants et des hospitaliers doit s'amplifier. Leurs économies, nos morts !

Pascal Praud s'inspire de Maurras

Alors que les punaises de lit font la Une, l'animateur d'extrême droite de CNews, Pascal Praud a désigné ceux qui, selon lui, sont responsables de ce fléau : les migrants. Et de s'interroger faussement : « *Est-ce qu'on sait pourquoi il y a plus de punaises de lit aujourd'hui ? Est-ce lié à l'hygiène ? Je vais poser toutes les questions : il y a beaucoup d'immigration en ce moment. Est-ce que ce sont les personnes qui n'ont pas les mêmes conditions d'hygiène que ceux qui sont sur le sol de France ?* » Et, bien entendu, il se moque des réponses apportées à ces pseudo-questions.

L'important est de perpétuer la haine raciste. Déjà en son temps le journaliste et homme politique d'extrême droite Charles Maurras dénonçait : « *L'effroyable vermine des Juifs d'Orient apporte les poux, la peste, le typhus.* » On voit d'où Praud tire son écœurante inspiration.